

Inclusion scolaire.

FO appelle à la mobilisation contre « la maltraitance »

Jugeant que l'inclusion systématique des élèves en situation de handicap dans le système scolaire est un échec, le syndicat FNEC FP FO 27 appelle au rassemblement devant la préfecture de l'Eure mercredi 14 mai.

Que l'on soit clair, ils ne sont pas contre l'inclusion des élèves en situation de handicap dans le système scolaire "classique". C'est même plutôt le contraire. Mais si la Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle de l'Eure Force ouvrière (FNEC FP FO 27) appelle à la mobilisation mercredi 14 mai, c'est justement parce que, selon elle, cette inclusion ne fonctionne pas. « **Il y a des difficultés persistantes**, euphémise Laurent Baussier, secrétaire départemental du syndicat pour la partie second degré. **Tout se passe comme si on n'y pouvait rien, alors qu'il faut mettre des moyens.** » Si l'inclusion des élèves se passe généralement bien, les enseignants se retrouvent, dans certains cas, désemparés. Car des élèves ont besoin d'une attention spécifique, sans quoi ils perturbent la classe et s'en prennent parfois à leurs enseignants, et ce dès l'école maternelle.

« **On est en train de massacrer l'école de la République** », assène de son côté David Michel, pour le 1er degré. Le syndicaliste fait un parallèle avec le milieu hospitalier qui, à force de détérioration des conditions de travail, devient à son tour maltraitant. « **Nous avons des signalements d'incidents quotidiens. Des professeurs sont à bout** », poursuit-il.

« On leurre tout le monde avec l'inclusion »

Pour la FNEC FP FO 27, il y a bien un manque de moyens dans le département. L'Eure compte 3 400 élèves en situation de handicap. La majorité peut être incluse dans le système scolaire "classique", mais une minorité doit aller dans un établissement spécifique. C'est là que le bât blesse: 400 élèves attendent une place en Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) ou dans un Institut médico-éducatif (IME), ce qui représente plus de deux ans d'attente. L'ouverture de places est la principale revendication du syndicat. « **Ce sont des besoins spécifiques. Certains ont des troubles du comportement et peuvent déclencher des crises en quelques minutes. Nous ne sommes pas des professionnels des situations qui relèvent du**

handicap», pointe David Michel.

Si les enseignants souffrent de cette situation, les AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) sont également concernés. Trop peu nombreux (ils sont environ 1 300 dans l'Eure, ce qui correspond à moins de 900 équivalents temps plein), trop mal payés sans véritable statut, ils sont «**déplacés comme des pions**» et finissent par avoir à gérer plusieurs élèves en cours d'année scolaire. Sur le sujet, le syndicat regrette que «**ça n'avance pas**» depuis plusieurs années.

En organisant un rassemblement mercredi 14 mai, la FNEC FP FO 27 espère être reçue par le préfet de l'Eure, Charles Giusti. Son objectif est de «**remettre la question de l'inclusion systématique sur le devant de la scène**» et d'interpeller l'État sur le sujet, alors que sont célébrés les 20 ans de la loi Montchamp, loi qui a introduit le transfert des enfants handicapés des établissements spécialisés vers les écoles ordinaires. «**On leurre tout le monde avec l'inclusion. Cela cause des souffrances sur les élèves, enseignants et parents d'élèves**», martèle David Michel.

Cyrill Roy



Laurent Baussier, Claire Mabile et David Michel, du FNEC FP FO 27 appellent à la mobilisation sur le sujet de l'inclusion. C. R